

PLAN D'ACTION

2014
2015

À L'ÉGARD DES PERSONNES HANDICAPÉES

Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

INTRODUCTION

La Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées en vue de leur intégration scolaire, professionnelle et sociale privilégie la voie de la responsabilisation, qui se traduit notamment par l'attribution de nouvelles charges et obligations à de nombreux acteurs gouvernementaux.

Ainsi, l'article 61.1 de la Loi prévoit que les ministères et les organismes publics qui emploient au moins 50 personnes ainsi que les municipalités qui comptent au moins 15 000 habitants adoptent annuellement un plan d'action visant à favoriser l'intégration des personnes handicapées.

Plus précisément, la Loi établit que les plans d'action devront déterminer les obstacles à l'intégration des personnes handicapées dans les secteurs d'activité visés et les mesures qui seront prises dans la prochaine année pour lever ces obstacles. Les plans d'action doivent également contenir le bilan des mesures réalisées au cours de la dernière année financière. Les premiers plans d'action devaient être adoptés au plus tard le 17 décembre 2005 et rendus publics annuellement.

C'est dans ce contexte que le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ) a présenté, en 2006, son premier plan d'action pour favoriser l'intégration des personnes handicapées au sein du Ministère et dans le secteur bioalimentaire.

Le présent plan d'action, qui porte sur la période du 1^{er} avril 2014 au 31 mars 2015, a pour objet de faire état des mesures d'accommodement annoncées précédemment et de présenter les nouvelles mesures à mettre en œuvre durant l'année.

Le bilan pour l'année 2013-2014 du dernier plan d'action se trouve en annexe.

PUBLICATION

Le plan d'action sera rendu public dans le site Internet du Ministère. Il sera également accessible sur demande par média adapté; il suffit de s'adresser aux préposés aux renseignements généraux du Ministère au numéro de téléphone sans frais 1 888 222-6272.

ADOPTION

Le Plan d'action 2014-2015 à l'égard des personnes handicapées a été approuvé par le sous-ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation :

(Original signé)

3 juillet 2014

Norman Johnston
Sous-ministre de l'Agriculture, des Pêcheries
et de l'Alimentation

Date

PRÉSENTATION DU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION

MISSION

La mission du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation se définit comme suit :

« Appuyer une offre alimentaire de qualité et promouvoir l'essor du secteur bioalimentaire dans une perspective de développement durable, pour le mieux-être de la société québécoise.

« Cette mission traduit l'engagement ferme du Ministère en faveur d'une offre de produits alimentaires québécois, reconnus ici comme ailleurs pour leur qualité. En mettant à l'avant-plan le produit alimentaire, elle reconnaît également la satisfaction du consommateur comme le principal levier de développement du secteur.

« Le secteur bioalimentaire contribue grandement à l'économie québécoise et à la vitalité des régions. En visant l'essor de ce secteur, la mission du Ministère confirme le rôle de celui-ci dans la mise en place d'un environnement d'affaires propice au développement du potentiel bioalimentaire du Québec, dont la mise en valeur du territoire agricole et des ressources marines¹. »

CLIENTÈLE

La clientèle du MAPAQ, qui est répartie dans tous les maillons de la chaîne bioalimentaire, est très étendue et fortement diversifiée. Elle se compose des producteurs agricoles, des pêcheurs et des aquaculteurs, des transformateurs alimentaires, des distributeurs, des grossistes et des détaillants en alimentation, des restaurateurs et des manipulateurs d'aliments, des fournisseurs de services associés à la production, des consommateurs et des étudiants du domaine bioalimentaire.

CHAMP D'ACTIVITÉ

Pour remplir sa mission, le Ministère assure la conception et la mise en œuvre des politiques et des programmes nécessaires au développement du secteur bioalimentaire. Son intervention peut prendre l'une des trois formes suivantes :

1. Le soutien professionnel;
2. L'encadrement réglementaire;
3. L'appui financier.

Plus spécifiquement, le Plan stratégique 2011-2014 du Ministère¹ a ciblé quatre enjeux principaux divisés en différents axes :

1. Des aliments du Québec au goût des consommateurs : Distinguer l'offre de produits alimentaires québécois sur les marchés
 - a. L'identification et la mise en valeur des caractéristiques distinctives des produits québécois
 - b. Une offre de produits sécuritaires
 - c. La promotion des produits et l'accès aux marchés

1. Plan stratégique 2011-2014 du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

2. Une industrie bioalimentaire contribuant à une économie prospère : Renforcer la capacité concurrentielle de l'industrie bioalimentaire
 - a. Des entreprises rentables et efficaces
 - b. Une dynamique de développement fondée sur des filières compétitives
 - c. Une offre diversifiée de produits
3. Un développement en harmonie avec les attentes de la société : Contribuer à la qualité de l'environnement et à la mise en valeur du territoire québécois
 - a. Un développement respectueux de l'environnement
 - b. Une occupation dynamique du territoire
4. Une organisation performante : Améliorer l'efficacité et la prestation des services
 - a. Des ressources humaines qualifiées et une expertise reconnue
 - b. Des services de qualité et une organisation efficace

ORGANISATION ADMINISTRATIVE

Pour accomplir l'ensemble de ses mandats, le Ministère s'appuie sur des sous-ministériats et des directions générales qui se consacrent aux activités suivantes :

- Le développement régional et le développement durable;
- La formation bioalimentaire;
- Les pêches et l'aquaculture commerciales;
- Les politiques agroalimentaires;
- La santé animale et l'inspection des aliments;
- Les services de gestion;
- La transformation alimentaire et les marchés.

En date du 31 mars 2014, le Ministère comptait 1502 employés permanents et 231 employés occasionnels. Le personnel du MAPAQ est constitué de plusieurs catégories d'emplois réparties selon les diverses fonctions ministérielles.

Pour bien servir sa clientèle, le Ministère est présent sur l'ensemble du territoire québécois et 67,4 % de l'effectif permanent travaille en dehors du siège social de Québec.

PRÉSENTATION DU PLAN D'ACTION 2014-2015 À L'ÉGARD DES PERSONNES HANDICAPÉES

À la suite d'une réflexion sur les problèmes relatifs à l'intégration des personnes handicapées au Ministère, diverses mesures ont été retenues en vue de réduire ou d'éliminer progressivement les obstacles qui se dressent. Les pages qui suivent présentent, au moyen d'un tableau, le nouveau plan d'action pour l'année 2014-2015.

1. ACCÈS PHYSIQUE DES LIEUX

CONSTATATIONS – OBSTACLES	ACTIONS ET RESPONSABLES	ÉCHÉANCIER	INDICATEURS DE RÉSULTAT
<p>1.1. LOCAUX</p> <p>Le MAPAQ est propriétaire d’un parc immobilier de plus de 200 bâtiments, répartis dans 14 lieux dans la province. Ces bâtiments satisfont aux exigences réglementaires en vigueur en matière d’accès physique à des édifices.</p> <p>Le Ministère occupe également 62 espaces locatifs administrés par la Société immobilière du Québec qui veille au respect des normes existantes.</p>	<p>Répondre aux demandes formulées par les employés ou les gestionnaires en ce qui a trait à l’aménagement physique des lieux et des espaces de travail, de manière à faciliter l’accès des personnes handicapées.</p> <p>Responsable : Direction des ressources immobilières et matérielles</p>	<p>Mars 2015</p>	<p>Nombre de demandes formulées par les employés et les gestionnaires.</p>
<p>1.2. ÉQUIPEMENT ET MATÉRIEL</p> <p>Les outils de travail et l’équipement habituellement utilisés dans les bureaux du Ministère ne sont pas toujours adaptés aux besoins des personnes handicapées.</p>	<p>Au 1^{er} étage, ajuster la hauteur des téléphones qui permettent d’accéder aux bureaux de l’édifice Le Deux Cent afin de satisfaire les personnes se déplaçant en fauteuil roulant. La hauteur des téléphones des autres étages a été ajustée.</p> <p>Répondre aux demandes spéciales des personnes handicapées en ce qui concerne l’ajustement de leur poste de travail et leur fournir des outils appropriés à leurs besoins particuliers.</p> <p>Responsables : Direction des ressources immobilières et matérielles et Direction des ressources humaines</p>	<p>Mars 2015</p>	<p>Vérifier si la hauteur des téléphones du 1^{er} étage a été ajustée.</p> <p>Nombre de demandes formulées par des personnes handicapées.</p>

2. ACCESSIBILITÉ DES PROGRAMMES ET DES SERVICES POUR LES CITOYENS

CONSTATATIONS – OBSTACLES	ACTIONS ET RESPONSABLES	ÉCHÉANCIER	INDICATEURS DE RÉSULTAT
<p>2.1. WEB</p> <p>Le principal outil utilisé pour informer les citoyens et assurer l’accès de la clientèle aux programmes du MAPAQ est le site Internet du Ministère, à l’adresse www.mapaq.gouv.qc.ca. Ce site respecte le standard SGQRI 008-01 depuis 2010.</p> <p>Le Ministère doit respecter le standard SGQRI 008-02 établi par le Secrétariat du Conseil du trésor (SCT) relativement à l’accessibilité d’un document téléchargeable. À ce propos, les travaux effectués dans le site Internet se poursuivent, puisque la suite de bureautique Office 2010 est en cours d’installation dans les postes de travail (passage de la version de 2003 à celle de 2010), ce qui permettra aux auteurs de documents de les rendre accessibles dans Word 2010. À ce jour, une quarantaine de documents, à savoir les plus téléchargés, sont accessibles.</p> <p>Site intranet : Le site intranet est en refonte en 2014 et devrait respecter le standard SGQRI 008-01 à terme. La mise en ligne est prévue pour 2015.</p> <p>Site OGM : Le site gouvernemental sur les OGM a été mis en ligne au mois de mars 2014 et respecte le standard SGQRI 008-01.</p> <p>Autres sites : D’autres sites ont été mis en ligne depuis un an et certains sont en cours de réalisation en 2014. Ces nouveaux sites sont conçus avec la préoccupation de répondre aux standards d’accessibilité.</p> <p>À noter également que les différentes plateformes du Ministère respectent le standard SGQRI 008-03, en lien avec l’accessibilité du multimédia dans un site Web, depuis 2010.</p>	<p>Réaliser les travaux suivants dans les sites Internet et intranet afin de respecter les standards gouvernementaux du SCT :</p> <ul style="list-style-type: none">• Satisfaire les exigences du standard d’accessibilité SGQRI 008-01 dans la réalisation de la refonte de l’intranet. <p>Responsable : Direction des communications</p> <ul style="list-style-type: none">• Continuer de rendre accessibles dans le site Internet les documents destinés au grand public, afin de respecter le standard SGQRI 008-02 sur l’accessibilité des documents téléchargeables. <p>Responsables : Direction des communications et autres directions qui produisent des documents</p> <ul style="list-style-type: none">• Continuer de rendre accessible toute animation Web ou contenu audio et vidéo, afin de respecter le standard SGQRI 008-03 sur l’accessibilité du multimédia. <p>Responsable : Direction des communications</p>	<p>Mars 2015</p>	<p>Mise en ligne d’un nouveau site intranet accessible (SGQRI 008-01).</p> <p>Augmentation du nombre de documents accessibles dans le site Internet du Ministère (SGQRI 008-02).</p>

2. ACCESSIBILITÉ DES PROGRAMMES ET DES SERVICES POUR LES CITOYENS (SUITE)

CONSTATATIONS – OBSTACLES	ACTIONS ET RESPONSABLES	ÉCHÉANCIER	INDICATEURS DE RÉSULTAT
<p>2.2. INSTITUT DE TECHNOLOGIE AGROALIMENTAIRE</p> <p>Dans ses programmes d'études, l'Institut de technologie agroalimentaire accueille, à l'occasion, des élèves handicapés. Dans certains cas, des ajustements sont nécessaires pour faciliter l'accès aux études de ces personnes.</p>	<p>Au besoin, adapter l'aménagement physique des lieux et soutenir les élèves ayant une incapacité afin de leur permettre de suivre leur programme d'études dans les meilleures conditions.</p> <p>Responsable : Direction des services éducatifs</p>	Mars 2015	Nombre de demandes d'aménagement.
<p>2.3. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX</p> <p>Au MAPAQ, la procédure en matière d'accueil et de renseignements généraux visant les personnes handicapées n'est pas définie. Cette procédure est importante, car ces services représentent des fonctions clés du Ministère.</p>	<p>Rédiger une procédure d'accueil à l'intention des préposés aux renseignements qui effectuent des remplacements occasionnels.</p> <p>Responsable : Direction des communications</p>	Mars 2015	Procédure rédigée.
<p>2.4. GESTION DES PLAINTES</p> <p>Une politique de gestion des plaintes liée à la qualité des services au Ministère a été récemment mise en œuvre. Les plaintes reçues, notamment celles qui proviennent des personnes handicapées, sont ainsi analysées en vue de dégager des pistes d'amélioration.</p>	<p>Analyser les plaintes reçues de la part des personnes handicapées pour améliorer les services qui leur sont offerts.</p> <p>Responsable : Responsable ministérielle de la gestion des plaintes</p>	Mars 2015	Nombre total de plaintes, nombre de plaintes liées au plan d'action
<p>2.5. AGROTOURISME</p> <p>Le Ministère reconnaît que les sites d'agrotourisme et de tourisme gourmand accessibles sont peu connus de la clientèle. Ainsi, il désire participer à la mise en valeur de ce type de tourisme qui est accessible tant aux personnes handicapées qu'aux autres citoyens.</p>	<p>Le Ministère apportera une aide à l'organisme Kéroul dont la mission est de rendre le tourisme et la culture accessibles aux personnes à capacité physique restreinte.</p> <p>Le Ministère s'est engagé à fournir une aide financière à l'organisme Kéroul sur une période de trois ans (5 000 \$ en 2013-2014, 5 000 \$ en 2014-2015 et 5 000 \$ en 2015-2016) afin que cet organisme puisse vérifier l'accessibilité des entreprises d'agrotourisme et de tourisme gourmand.</p> <p>Responsable : Direction de l'appui au développement des entreprises et de l'aménagement du territoire</p>	Mars 2015	Somme versée.
<p>2.6. MESURES D'URGENCE</p> <p>Certaines personnes handicapées ou à mobilité réduite n'ont pas d'accompagnateur assigné en cas d'évacuation.</p> <p>Le Plan de mesures d'urgence (PMU) de l'édifice du 200, chemin Sainte-Foy, à Québec, prévoit exclusivement la possibilité d'attribuer un accompagnateur aux personnes à mobilité réduite, mais ne prévoit pas la possibilité d'attribuer un accompagnateur aux autres personnes handicapées.</p>	<p>Sensibiliser les chefs d'étage de l'équipe des mesures d'urgence du 200, chemin Sainte-Foy, à Québec, à l'une de leurs tâches qui consiste à faire en sorte que les personnes handicapées de chaque étage puissent recevoir l'aide d'un accompagnateur au moment d'une évacuation.</p> <p>Modifier le PMU afin d'élargir la possibilité d'affecter un accompagnateur en cas de mesures d'urgence à toutes les personnes handicapées désirant obtenir de l'aide.</p> <p>Responsables : Coordonnateur des mesures d'urgence et Direction des ressources humaines</p>	Mars 2015	Formation donnée ou information envoyée aux chefs d'étage. Modifications apportées au PMU.

3. APPROVISIONNEMENT EN BIENS ET SERVICES

CONSTATATIONS – OBSTACLES	ACTIONS ET RESPONSABLES	ÉCHÉANCIER	INDICATEURS DE RÉSULTAT
<p>3.1. APPROVISIONNEMENT</p> <p>Selon l’article 61.3 de la Loi, les ministères et organismes doivent tenir compte, dans le processus d’approvisionnement de biens et de services, au moment de l’achat et de la location, de l’accessibilité de ces biens ou services aux personnes handicapées.</p>	<p>Au moment de l’achat ou de la location de biens et services, prendre en considération les besoins des personnes handicapées.</p> <p>Responsable : Direction des ressources financières</p>	Mars 2015	En continu.

4. GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

CONSTATATIONS – OBSTACLES	ACTIONS ET RESPONSABLES	ÉCHÉANCIER	INDICATEURS DE RÉSULTAT
<p>4.1. EMPLOYABILITÉ</p> <p>Au 31 mars 2014, le MAPAQ comptait parmi son personnel permanent 18 personnes ayant déclaré avoir un handicap. Parmi ses employés occasionnels, deux d’entre eux ont déclarés avoir un handicap. Le degré de représentativité des personnes handicapées au regard des effectifs du Ministère est de 1,2 %, alors que la cible à atteindre est de 2 % selon le plan d’embauche gouvernemental.</p>	<p>* Il est à noter que, depuis le 24 avril 2014, le gouvernement du Québec a adopté des mesures de contrôle des dépenses des ministères et organismes et décrété un gel du recrutement dans la fonction publique qui couvrira la période du 28 avril 2014 au 31 mars 2015. C’est dans ce contexte que les actions suivantes seront suspendues et reprises dès la fin des mesures de contrôle à cet effet :</p> <p>Améliorer la représentation des personnes handicapées au sein du personnel par l’entremise de mesures favorisant l’embauche et le maintien en emploi, notamment par la présentation prioritaire, au moment de la dotation, des candidatures des personnes handicapées qualifiées inscrites sur des listes de déclaration d’aptitudes.</p> <p>Sensibiliser les gestionnaires quant aux objectifs gouvernementaux en matière de représentation des groupes cibles.</p> <p>Informar les gestionnaires de la possibilité d’accueillir un stagiaire en vertu du Programme de développement de l’employabilité à l’intention des personnes handicapées.</p> <p>Responsable : Direction des ressources humaines</p>	Mars 2015	Le degré de représentativité des personnes handicapées au regard des effectifs.
<p>4.2. INTÉGRATION AU TRAVAIL</p> <p>Les conditions gagnantes en ce qui a trait à l’accueil des employés, y compris les personnes handicapées, consistent à clarifier leurs rôles et leurs responsabilités, à avoir les bons outils de travail et à connaître les services qui sont à leur disposition pour faciliter leur intégration.</p>	<p>Faire en sorte que les personnes handicapées qui travaillent au Ministère aient en main les outils nécessaires pour accomplir leur travail de même qu’un poste de travail adapté.</p> <p>Informar les nouveaux employés, dont les personnes handicapées, des services offerts par la Direction des ressources humaines et veiller à faciliter l’accès de ces personnes à ces services.</p> <p>Organiser des activités d’accueil, d’intégration et d’information adaptées aux personnes handicapées.</p> <p>Organiser des activités, à l’occasion de la Semaine québécoise des personnes handicapées, pour sensibiliser les employés quant aux difficultés éprouvées par les personnes handicapées. En effet, le 2 juin 2014, une manchette annonçant le début de la Semaine québécoise des personnes handicapées sera déposée sur l’intranet du Ministère. Les employés seront invités à participer aux différentes activités nationales et régionales organisées par l’Office des personnes handicapées du Québec.</p> <p>Responsable : Direction des ressources humaines</p>	Mars 2015	Dates des journées d’accueil. Énumérer les activités de sensibilisation et les dates auxquelles elles ont eu lieu.

ANNEXE 1

1. ACCÈS PHYSIQUE DES LIEUX

CONSTATATIONS – OBSTACLES	ACTIONS ET RESPONSABLES	INDICATEUR DE RÉSULTAT	BILAN 2013-2014 RÉSULTATS ATTEINTS OU ÉTAT DE RÉALISATION DE LA MESURE	SUITES À DONNER
<p>1.1. LOCAUX</p> <p>Le MAPAQ est propriétaire d'un parc immobilier de plus de 200 bâtiments, répartis dans 14 lieux dans la province. Ces bâtiments satisfont aux exigences réglementaires en vigueur en matière d'accès physique à des édifices.</p> <p>Le Ministère occupe également 65 espaces locatifs administrés par la Société immobilière du Québec qui veille au respect des normes existantes.</p> <p>D'une part, le Ministère doit s'assurer que ces divers points de services sont et demeurent accessibles aux employés handicapés. D'autre part, ces points de services doivent également être accessibles aux clientèles externes handicapées.</p>	<p>Répondre aux demandes formulées par les employés ou les gestionnaires en ce qui a trait à l'aménagement physique des lieux et des espaces de travail, de manière à faciliter l'accès des personnes handicapées.</p> <p>Responsables : Direction des ressources immobilières et matérielles et Direction des ressources humaines</p>	<p>N'a pas été prévu dans le plan 2013-2014</p>	<p>Mesure réalisée :</p> <p>Un représentant de la Direction des ressources humaines (DRH) peut accompagner les personnes handicapées ainsi que les gestionnaires qui adressent une demande d'adaptation de l'aménagement physique des lieux. Le gestionnaire a la responsabilité de répondre aux demandes d'aménagement, avec le soutien de la DRH. Des services d'évaluation en matière d'ergonomie sont également à la disposition des personnes handicapées, comme de tous les employés du MAPAQ, afin d'ajuster les postes de travail.</p> <p>Au cours de l'année 2013-2014, la DRH a reçu 124 demandes en matière d'ergonomie pour l'adaptation de postes de travail, dont une demande visant une personne handicapée. Au cours de la même période, la DRIMM a reçu une seule demande d'aménagement physique des lieux et y a donné suite (ajout d'un seuil en pente pour faciliter l'accès aux personnes à mobilité réduite au campus de La Pocatière de l'ITA).</p>	<p>Poursuivre cet objectif et mieux définir les indicateurs de résultat.</p>
<p>1.2. ÉQUIPEMENT ET MATÉRIEL</p> <p>Les outils de travail et l'équipement habituellement utilisés dans les bureaux du Ministère ne sont pas toujours adaptés aux besoins des personnes handicapées.</p>	<p>Répondre aux demandes spéciales des personnes handicapées en ce qui concerne l'ajustement de leur poste de travail et leur fournir des outils appropriés à leurs besoins particuliers.</p> <p>Responsable : Direction des ressources immobilières et matérielles</p>	<p>N'a pas été prévu dans le plan 2013-2014</p>	<p>Mesure réalisée :</p> <p>Un représentant de la Direction des ressources immobilières et matérielles (DRIMM) peut accompagner les personnes handicapées ainsi que les gestionnaires qui adressent une demande d'adaptation de l'aménagement physique des lieux. Le gestionnaire a la responsabilité de répondre aux demandes d'aménagement, avec le soutien de la DRIMM.</p>	<p>Poursuivre cet objectif et mieux définir les indicateurs de résultat.</p>

2. ACCESSIBILITÉ DES PROGRAMMES ET DES SERVICES POUR LES CITOYENS

CONSTATATIONS – OBSTACLES	ACTIONS ET RESPONSABLES	INDICATEUR DE RÉSULTAT	BILAN 2013-2014 RÉSULTATS ATTEINTS OU ÉTAT DE RÉALISATION DE LA MESURE	SUITES À DONNER
<p>2.1. WEB</p> <p>Le principal outil utilisé pour informer les citoyens et assurer l'accès de la clientèle aux programmes du MAPAQ est le site Internet du Ministère, à l'adresse www.mapaq.gouv.qc.ca.</p> <p>Ce site a fait l'objet d'une refonte importante et il a atteint le niveau maximal possible de conformité au regard du premier standard gouvernemental du Secrétariat du Conseil du trésor (SCT) concernant l'accessibilité d'un site Web pour une personne handicapée.</p> <p>Par ailleurs, le site Internet du gouvernement sur les organismes génétiquement modifiés (OGM) et le site intranet du MAPAQ ne respectent pas actuellement ce standard.</p> <p>En outre, le Ministère doit respecter le deuxième standard établi par le SCT relatif à l'accessibilité d'un document téléchargeable pour une personne handicapée.</p>	<p>Réaliser les travaux suivants dans les sites Internet et intranet afin de respecter les standards gouvernementaux du SCT :</p> <ul style="list-style-type: none">• Mettre en ligne le site Internet sur les OGM et assurer la mise à niveau du site intranet du MAPAQ afin de respecter le standard sur l'accessibilité d'un site Web;• Rendre accessibles les documents destinés au grand public qui sont les plus téléchargés, afin de respecter le standard sur l'accessibilité des documents téléchargeables. <p>Responsables : Direction des communications et Direction des ressources informationnelles</p>	<p>N'a pas été prévu dans le plan 2013-2014</p>	<p>Mesure en cours de réalisation :</p> <p>Le site Internet sur les OGM a été mis en ligne et respecte le standard gouvernemental.</p> <p>L'intranet du MAPAQ est en refonte actuellement et devrait respecter le standard à terme. La mise en ligne d'un premier ensemble est prévue pour 2015.</p> <p>L'adoption de ce standard se fait graduellement et elle a débuté avec les documents destinés au grand public, soit ceux qui sont les plus téléchargés. Aussi, les documents d'intérêt public qui sont mis à jour actuellement respectent normalement le standard. Une cinquantaine de documents sont donc, à ce moment, accessibles aux personnes handicapées dans le site Internet. Il faut mentionner que, dans certains cas, le choix de transférer le contenu d'un document dans les pages HTML du site (ces pages sont automatiquement accessibles), plutôt que de rendre la version PDF accessible, a été privilégié.</p>	<p>Continuer d'offrir un accompagnement aux personnes qui en font la demande pour remplir des formulaires ou une offre de service.</p> <p>Continuer de rendre accessibles les documents destinés au grand public, afin de respecter le standard sur l'accessibilité des documents téléchargeables.</p>

2. ACCESSIBILITÉ DES PROGRAMMES ET DES SERVICES POUR LES CITOYENS (SUITE)

CONSTATATIONS – OBSTACLES	ACTIONS ET RESPONSABLES	INDICATEUR DE RÉSULTAT	BILAN 2013-2014 RÉSULTATS ATTEINTS OU ÉTAT DE RÉALISATION DE LA MESURE	SUITES À DONNER
<p>2.2. INSTITUT DE TECHNOLOGIE AGROALIMENTAIRE</p> <p>Dans ses programmes d'études, l'Institut de technologie agroalimentaire (ITA) accueille, à l'occasion, des élèves handicapés. Dans certains cas, des ajustements sont nécessaires pour faciliter l'accès aux études de ces personnes.</p>	<p>Au besoin, adapter l'aménagement physique des lieux et soutenir les élèves ayant une incapacité pour leur permettre de suivre leur programme d'études dans les meilleures conditions.</p> <p>Responsable : Direction des services éducatifs</p>	<p>N'a pas été prévu dans le plan 2013-2014</p>	<p>Mesure réalisée :</p> <p>Les deux campus de l'ITA possèdent des installations adaptées, par exemple en ce qui concerne les rampes d'accès, les toilettes, etc. Lorsqu'une personne handicapée étudie dans l'un de ces campus, des mesures personnalisées sont mises en œuvre pour faciliter son intégration (par exemple, on fait appel à des services d'interprétation pour une personne malentendante).</p> <p>Plus précisément, le campus de Saint-Hyacinthe a réalisé les mesures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• Conception et distribution parmi les enseignants de fiches d'information sur les troubles d'apprentissage et sur la santé mentale;• Conception et intégration de leçons d'orthographe universelles qui s'adressent en particulier aux élèves dyslexiques, mais dont tous peuvent profiter;• Prêt de documents en version audio;• Achat de deux stylos numériseurs;• 188 accommodements liés à des demandes spéciales ont été faits en vue des examens. <p>Le campus de La Pocatière a réalisé les mesures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• Les étudiants ont accès, en fonction de leur besoin, à des services d'ergothérapie, à du tutorat, à des ordinateurs ayant des logiciels adaptés, à un local isolé pour favoriser la concentration ou à l'allocation de temps supplémentaire au cours des examens;• Pour les trimestres de 2013-2014, neuf preneurs de notes ont accompagné des étudiants;• Achat d'une loupe pour un étudiant.	<p>Continuer d'offrir un accompagnement aux personnes qui en font la demande et mieux définir les indicateurs de résultat.</p>
<p>2.3. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX</p> <p>Au MAPAQ, la procédure en matière d'accueil et de renseignements généraux visant les personnes handicapées n'est pas définie. Cette procédure est importante, car ces services représentent des fonctions clés du Ministère.</p>	<p>Rédiger une procédure d'accueil à l'intention des préposés aux renseignements qui effectuent des remplacements occasionnels.</p> <p>Responsable : Direction des communications</p>	<p>N'a pas été prévu dans le plan 2013-2014</p>	<p>Mesure en cours de réalisation :</p> <p>La procédure d'accueil destinée aux préposés aux renseignements est en cours de rédaction. La procédure devrait être finalisée au printemps 2014.</p>	<p>Terminer la procédure et la remettre aux nouveaux préposés aux renseignements.</p> <p>Continuer de bonifier et de mettre à jour les outils à la disposition des agents de renseignements qui sont en relation avec les personnes handicapées ou malentendantes ou avec les personnes qui éprouvent de la difficulté à s'exprimer.</p>

2. ACCESSIBILITÉ DES PROGRAMMES ET DES SERVICES POUR LES CITOYENS (SUITE)

CONSTATATIONS – OBSTACLES	ACTIONS ET RESPONSABLES	INDICATEUR DE RÉSULTAT	BILAN 2013-2014 RÉSULTATS ATTEINTS OU ÉTAT DE RÉALISATION DE LA MESURE	SUITES À DONNER
<p>2.4. GESTION DES PLAINTES</p> <p>L'ensemble des citoyens, incluant les personnes handicapées, doivent avoir un moyen de communication pour exprimer leurs insatisfactions ainsi que leurs suggestions à l'égard des services offerts par le Ministère. À cet effet, une politique de gestion des plaintes liée à la qualité des services du Ministère a été approuvée par les autorités du Ministère au mois de mai 2012. Les plaintes reçues, notamment celles qui proviennent des personnes handicapées, sont ainsi analysées en vue de dégager des pistes d'amélioration.</p>	<p>Analyser les plaintes reçues de la part des personnes handicapées pour améliorer les services qui leur sont offerts.</p> <p>Responsable : Responsable ministérielle de la gestion des plaintes</p>	<p>Nombre de plaintes</p>	<p>Mesure réalisée :</p> <p>Au cours de l'année, les plaintes déposées ont été analysées par la responsable ministérielle de la gestion des plaintes. Au cours de cette période, le Ministère a reçu 20 plaintes de première instance et 4 plaintes de deuxième instance. Aucune de ces plaintes n'a été formulée par des personnes handicapées.</p>	<p>Continuer de recevoir et d'analyser les plaintes.</p>
<p>2.5. ACCESSIBILITÉ DE SITES D'AGROTOURISME</p> <p>Le Ministère reconnaît que les sites Internet d'agrotourisme et de tourisme gourmand accessibles sont peu connus de la clientèle. Ainsi, il désire participer à la mise en valeur de ce type de tourisme qui est accessible tant aux personnes handicapées qu'aux autres citoyens.</p>	<p>Le Ministère apportera une aide à l'organisme Kéroul dont la mission est de rendre le tourisme et la culture accessibles aux personnes à capacité physique restreinte.</p> <p>D'une part, le Ministère fera un inventaire non exhaustif des entreprises d'agrotourisme et de tourisme gourmand dans les régions comptant le plus d'entreprises agrotouristiques.</p> <p>D'autre part, le Ministère s'est engagé à fournir une aide financière à l'organisme Kéroul sur une période de trois ans (5 000 \$ en 2013-2014, 5 000 \$ en 2014-2015 et 5 000 \$ en 2015-2016) afin que cet organisme puisse vérifier l'accessibilité des entreprises d'agrotourisme et de tourisme gourmand.</p> <p>Responsable : Direction de l'appui au développement des entreprises et de l'aménagement du territoire</p>	<p>Montant versé et aide professionnelle apportée.</p>	<p>Mesure réalisée :</p> <p>Le Ministère a fait parvenir, pour les sept régions qui comptent le plus d'entreprises agrotouristiques, une liste non exhaustive des sites d'agrotourisme et de tourisme gourmand. Les régions visées, soit la Montérégie, les Laurentides, la Chaudière-Appalaches, la Capitale-Nationale, le Centre-du-Québec, Lanaudière et l'Estrie, ont été retenues en vertu des données existantes.</p> <p>Mesure réalisée :</p> <p>Le 18 septembre 2013, le MAPAQ a versé une somme de 5 000 \$ à l'organisme Kéroul.</p>	<p>Poursuivre l'aide financière.</p>

3. APPROVISIONNEMENT EN BIENS ET SERVICES

CONSTATATIONS – OBSTACLES	ACTIONS ET RESPONSABLES	INDICATEUR DE RÉSULTAT	BILAN 2013-2014 RÉSULTATS ATTEINTS OU ÉTAT DE RÉALISATION DE LA MESURE	SUITES À DONNER
<p>3.1. APPROVISIONNEMENT</p> <p>Les biens et les services achetés ou loués par le Ministère ne prennent pas toujours en considération les besoins des personnes handicapées.</p> <p>Selon l'article 61.3 de la Loi, les ministères et organismes doivent tenir compte, dans le processus d'approvisionnement de biens et de services, au moment de l'achat et de la location, de l'accessibilité de ces biens ou services aux personnes handicapées.</p>	<p>Au moment de l'achat ou de la location de biens et services, prendre en considération les besoins des personnes handicapées.</p> <p>Responsable : Direction des ressources immobilières et matérielles</p>	<p>N'a pas été prévu dans le plan 2013-2014</p>	<p>Mesure réalisée : Cette mesure est prise en considération dans le processus d'approvisionnement de biens et de services, dans le respect des règles en vigueur dans la fonction publique.</p>	<p>Continuer de prendre en considération les besoins des personnes handicapées au moment de la location ou de l'achat de biens ou de services.</p>

4. GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

CONSTATATIONS – OBSTACLES	ACTIONS ET RESPONSABLES	INDICATEUR DE RÉSULTAT	BILAN 2013-2014 RÉSULTATS ATTEINTS OU ÉTAT DE RÉALISATION DE LA MESURE	SUITES À DONNER
<p>4.1. EMPLOYABILITÉ</p> <p>Au 31 mars 2013, le MAPAQ comptait parmi son personnel permanent 17 personnes ayant déclaré avoir un handicap. Le degré de représentativité des personnes handicapées au regard des effectifs du Ministère est de 1,1 %, alors que la cible à atteindre est de 2 % selon le plan d'embauche gouvernemental. Le degré de représentativité des personnes handicapées n'était donc pas atteint en date du 31 mars 2014.</p>	<p>Améliorer la représentation des personnes handicapées au sein du personnel par l'entremise de mesures favorisant l'embauche et le maintien en emploi, notamment par la présentation prioritaire, au moment de la dotation, des candidatures des personnes handicapées qualifiées inscrites sur des listes de déclaration d'aptitudes.</p> <p>Sensibiliser les gestionnaires quant aux objectifs gouvernementaux en matière de représentation des groupes cibles.</p> <p>Informar les gestionnaires de la possibilité d'accueillir un stagiaire en vertu du Programme de développement de l'employabilité à l'intention des personnes handicapées (PDEIPH).</p> <p>Responsable : Direction des ressources humaines</p>	<p>N'a pas été prévu dans le plan 2013-2014</p>	<p>Mesure non réalisée : La cible de représentativité des personnes handicapées dans le plan d'embauche du gouvernement est de 2 %. Toutefois, cette cible n'a pas été atteinte au cours de l'année financière visée.</p> <p>Mesure réalisée : Les personnes handicapées dont les noms figurent sur les listes de déclaration d'aptitudes sont présentées en priorité.</p> <p>Mesure réalisée : Les gestionnaires sont sensibilisés systématiquement à la question de l'accès à l'égalité ainsi qu'à la possibilité d'accueillir un stagiaire en vertu du PDEIPH.</p>	<p>Continuer la mise en œuvre de ces mesures en vue d'améliorer la représentation des personnes handicapées au sein du personnel.</p> <p>Il est à noter que le degré de représentativité des personnes handicapées au regard des effectifs du Ministère a légèrement augmenté depuis le 31 mars 2013.</p>

4. GESTION DES RESSOURCES HUMAINES (SUITE)

CONSTATATIONS – OBSTACLES	ACTIONS ET RESPONSABLES	INDICATEUR DE RÉSULTAT	BILAN 2013-2014 RÉSULTATS ATTEINTS OU ÉTAT DE RÉALISATION DE LA MESURE	SUITES À DONNER
<p>4.2. INTÉGRATION AU TRAVAIL</p> <p>Les « conditions gagnantes » en ce qui a trait à l'accueil des employés, y compris les personnes handicapées, consistent à clarifier leurs rôles et leurs responsabilités, à avoir les bons outils de travail et à connaître les services qui sont à leur disposition pour faciliter leur intégration.</p> <p>Les équipes de travail et les gestionnaires ne sont pas toujours sensibilisés ou outillés adéquatement pour accueillir une personne handicapée.</p>	<p>Faire en sorte que les personnes handicapées qui travaillent au Ministère aient en main les outils nécessaires pour accomplir leur travail de même qu'un poste de travail adapté.</p> <p>Informar les nouveaux employés, notamment les personnes handicapées, des services offerts par la Direction des ressources humaines et veiller à faciliter l'accès de ces personnes à ces services.</p> <p>Organiser des activités d'accueil, d'intégration et d'information adaptées aux personnes handicapées.</p> <p>Responsable : Direction des ressources humaines</p>	<p>N'a pas été prévu dans le plan 2013-2014</p>	<p>Mesures réalisées :</p> <p>Lorsqu'un gestionnaire informe la DRH de l'embauche ou de l'arrivée d'une personne handicapée, un conseiller est en mesure de l'accompagner afin de définir les besoins particuliers de cette personne et au besoin de l'adresser aux personnes-ressources externes compétentes.</p> <p>Au cours des journées d'accueil que tient le Ministère, les services des ressources humaines sont présentés en détail. De plus, une attention particulière est apportée à l'accessibilité et des mesures sont mises en œuvre pour accommoder les personnes selon leurs besoins particuliers.</p>	<p>Continuer, au cours des journées d'accueil, à présenter les services offerts aux personnes handicapées.</p>
<p>Les gestionnaires ont besoin d'être outillés et soutenus lorsqu'une personne handicapée est embauchée.</p>	<p>Mettre au point des outils pour soutenir les gestionnaires et les employés au moment de l'embauche ou de l'arrivée d'une personne handicapée.</p> <p>Organiser des activités, à l'occasion de la Semaine québécoise des personnes handicapées, pour sensibiliser les employés quant aux difficultés éprouvées par les personnes handicapées.</p> <p>Responsable : Direction des ressources humaines</p>	<p>N'a pas été prévu dans le plan 2013-2014</p>	<p>Mesures réalisées :</p> <p>Le guide sur l'intégration en emploi destiné aux gestionnaires qui accueillent une personne handicapée au sein de leur équipe est publié dans l'intranet du Ministère, dans le cadre de gestion de la Direction ressources humaines.</p> <p>À l'occasion de la Semaine québécoise des personnes handicapées, des capsules d'information ont été diffusées dans l'intranet du Ministère.</p>	<p>Poursuivre les activités à l'occasion de la Semaine québécoise des personnes handicapées.</p>

